



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
Direction de l'interministerialité
et du développement durable**

ARRÊTÉ N° 165 du 14 JUIN 2021 portant mise en demeure
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

**Société AXXEL BEAULIEU à Beaulieu-sur-Layon
Entrepôt couvert de stockage de matières combustibles**

Le Préfet de Maine-et-Loire
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

VU l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 et, en particulier,

- les dispositions du point 13, avant-dernier alinéa, annexe II, relatif à la réalisation des exercices de défense contre l'incendie ;
- les dispositions du point 15, alinéa 1, annexe II, relatif aux installations électriques
- les dispositions du point 21, alinéa 11, et point 22, alinéas 2 et 3, annexe II, relatif à l'indisponibilité temporaire des moyens de lutte contre l'incendie ;

VU le décret du Président de la République du 28 octobre 2020 portant nomination de M. Pierre ORY en qualité de préfet de Maine-et-Loire ;

VU le décret du Président de la République du 28 février 2019 portant nomination de Mme Magali DAVERTON, sous-préfète hors classe, en qualité de secrétaire générale de la préfecture de Maine-et-Loire ;

VU l'arrêté préfectoral SG/MPCC n° 2020-016 du 22 février 2021 portant délégation de signature à Mme Magali DAVERTON, secrétaire Générale de la Préfecture ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation DIDD- 2011-n°91 délivré le 15 mars 2011 délivré à la société PARCOLOG GESTION pour l'exploitation d'une plate-forme logistique située ZAC Anjou Actiparc du Layon, à Beaulieu-sur-Layon, et en particulier :

- les dispositions de l'article 7.4.1 relatif à la conformité des installations électriques ;
- les dispositions de l'article 7.6.4, alinéas 12 à 17, relatif aux poteaux incendie.

VU l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires DIDD - 2011-n°412 délivré le 15 septembre 2011 et en particulier les dispositions de l'article 2 relatif au bassin de collecte des eaux pluviales et de confinement en cas de pollution et en cas d'incendie ;

VU le récépissé de déclaration de changement d'exploitant délivré à la société AXXEL BEAULIEU en date du 25 juin 2018 ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 21 avril 2021 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU les observations de l'exploitant formulées par courriel en date du 4 mai 2021 ;

Considérant que lors de la visite en date du 24 mars 2021, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- l'établissement ne dispose pas d'une défense incendie externe exigée à l'article 7.6.4 de l'arrêté préfectoral du 15 mars 2011 et, en particulier :
- les 6 poteaux incendie privés répartis autour du site, alimentés par le réseau public de la commune présentent des débits unitaires non-conformes : débits inférieurs à 60 m³/h.
 - le rapport de mesure de débit en fonctionnement simultané (sur les 3 poteaux PI n°1, 2 et 6) fait état d'un débit de 85 m³/h au lieu des 180 m³/h exigé, sous une pression dynamique de 1 bar.
 - la disponibilité effective des débits et besoins en eau d'extinction incendie n'est pas assurée (besoins évalués à 270 m³/h, soit 540 m³ pour deux heures d'extinction).

Les dispositions de l'article 7.6.4, alinéas 12 à 17, de l'arrêté préfectoral du 15 mars 2011, ne sont pas respectées.

- l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la bonne maintenance et de la conformité des installations électriques:
- le certificat Q18 délivré le 22 septembre 2020 conclut que « *l'installation électrique du site peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion* »,
 - selon le certificat Q18, la vérification des installations électriques de 2020 était partielle,
 - le traitement l'ensemble des observations formulées et de la non-conformité relevée (échauffement dans local HT de la cellule n°4) n'a pu être justifié.

Les dispositions de l'article 7.4.1 de l'arrêté préfectoral du 15 mars 2011 et du point 15, alinéa 1, de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, ne sont pas respectées.

- l'exploitant n'a pas défini les mesures nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie telles qu'exigées au point 22 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017. Il ne dispose d'aucune consigne relative aux dispositions à mettre en œuvre lors de l'indisponibilité des moyens de lutte contre l'incendie tel que précisé au point 21, alinéa 11, de l'annexe II de l'arrêté pré-cité. Les exigences réglementaires avaient été rappelées lors de la précédente visite d'inspection de 2018.

Les dispositions du point 21, alinéa 11, et point 22, alinéas 2 et 3, de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, ne sont pas respectées.

- l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la réalisation d'un exercice de défense contre l'incendie. Seuls des exercices d'évacuation ont été réalisés à ce jour. Les exigences réglementaires avaient été rappelées lors de la précédente visite d'inspection de 2018.

Les dispositions du point 13, avant-dernier alinéa, de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, ne sont pas respectées.

- il a été constaté la dégradation du revêtement assurant l'étanchéité du bassin d'orage du site. Or, ce bassin doit être étanche pour assurer le confinement des eaux en cas de pollution ou en cas d'incendie.

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 15 septembre 2011, ne sont pas respectées.

Considérant que les constats susvisés constituent un manquement aux dispositions :

- des points 13 avant-dernier alinéa, 15 alinéa 1, 21 alinéa 11, 22 alinéas 2 et 3, annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;
- des articles 7.4.1 et 7.6.4, alinéas 12 à 17, de l'arrêté préfectoral d'autorisation DIDD- 2011-n°91 délivré le 15 mars 2011 ;
- de l'article 2 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires DIDD- 2011-n°412 délivré le 15 septembre 2011.

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société AXXEL BEAULIEU de respecter les prescriptions suivantes :

- des points 13 avant-dernier alinéa, 15 alinéa 1, 21 alinéa 11, 22 alinéas 2 et 3, annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;
- des articles 7.4.1 et 7.6.4 alinéas 12 à 17 de l'arrêté préfectoral d'autorisation DIDD- 2011-n°91 délivré le 15 mars 2011 ;
- de l'article 2 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires DIDD- 2011-n°412 délivré le 15 septembre 2011.

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de Maine et Loire

ARRETE

Article 1 – La société AXXEL BEAULIEU, exploitant une plate-forme logistique située ZAC Anjou Actiparc du Layon à Beaulieu-sur-Layon, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 7.6.4, alinéas 12 à 17, de l'arrêté préfectoral du 15 mars 2011 :

→ dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté :

- en procédant aux travaux nécessaires pour assurer les besoins en eau incendie évalués conformément au document technique D9.

Article 2 – La société AXXEL BEAULIEU, exploitant une plate-forme logistique située ZAC Anjou Actiparc du Layon à Beaulieu-sur-Layon, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 7.4.1 du 15 mars 2011 et du point 15 alinéa 1, de l'annexe II, de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié :

→ dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté :

- en procédant à une vérification complète des installations électriques.
- en procédant à la mise en conformité des installations électriques.

Article 3 – La société AXXEL BEAULIEU, exploitant une plate-forme logistique située ZAC Anjou Actiparc du Layon à Beaulieu-sur-Layon, est mise en demeure de respecter les dispositions du point 21 alinéa 11 et du point 22 alinéas 2 et 3, de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié :

→ dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté :

- en définissant les mesures nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie

durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie.

- en définissant, dans les périodes et les zones concernées par l'indisponibilité du système d'extinction automatique d'incendie, les autres mesures qu'il juge nécessaires pour lutter contre l'incendie et évacuer les personnes présentes, afin de s'adapter aux risques et aux enjeux de l'installation.
- en rédigeant les consignes qui indiquent les dispositions à mettre en œuvre lors de l'indisponibilité (maintenance,...) des moyens de lutte contre l'incendie.

Article 4 – La société AXCEL BEAULIEU, exploitant une plate-forme logistique située ZAC Anjou Actiparc du Layon à Beaulieu-sur-Layon, est mise en demeure de respecter les dispositions du point 13, avant-dernier alinéa, de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 :

→ dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté :

- en réalisant un exercice de défense contre l'incendie.

Article 5 – La société AXCEL BEAULIEU, exploitant une plate-forme logistique située ZAC Anjou Actiparc du Layon à Beaulieu-sur-Layon, est mise en demeure de respecter les dispositions l'article 2, de l'arrêté préfectoral du 15 septembre 2011 :

→ dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté :

- en procédant aux travaux nécessaires pour assurer l'étanchéité du bassin de confinement des eaux d'extinction incendie.

Article 6 - L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées les justificatifs attestant du respect des articles 1 à 5 du présent arrêté :

→ dans un délai de quatre mois à compter de la notification du présent arrêté,

- la justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau incendie,
- les résultats du contrôle complet des installations électriques,
- les justificatifs attestant du traitement des écarts relevés par l'organisme de contrôle et de la conformité des installations électriques,
- les consignes qui indiquent les dispositions mises en œuvre lors de l'indisponibilité (maintenance,...) des moyens de lutte contre l'incendie,
- en apportant la justification attestant de la réalisation des travaux d'étanchéité du bassin de confinement des eaux d'extinction incendie.

→ à l'issue des travaux et au plus tard, dans un délai de sept mois à compter de la notification du présent arrêté, le compte-rendu d'exercice et tout justificatif attestant de la réalisation de l'exercice de défense contre l'incendie.

Article 7 - Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 à 6 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 8- En application de l'article L.221-8 du code des relations entre le public et l'administration, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou instituant d'autres formalités préalables, une décision individuelle expresse est opposable à la personne qui en fait l'objet au moment où elle est notifiée.

En application de l'article R.421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Nantes ne peut être saisi que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir

de la notification ou de la publication de la décision attaquée. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 9 - Le présent arrêté sera notifié à la société AXCEL BEAULIEU et publié sur le site internet de la préfecture de Maine-et-Loire.

Article 10 - La secrétaire générale de la préfecture de Maine-et-Loire, le maire de Beaulieu-sur-Layon, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement et le commandant du groupement de gendarmerie de Maine-et-Loire sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Angers, le **14 JUIN 2021**

Pour le Préfet et par délégation,
La secrétaire générale de la préfecture,


Magali DAVERTON

